

Zemmour : l'homme qui valait mille milliards



[Source : fusionnisme]

Par Alexandre Gerbi

Si Éric Zemmour plafonne à 15 % des intentions de vote jusqu'à l'élection présidentielle, il ne dérangera personne, et son espérance de vie sera presque infinie. A contrario, s'il parvient à se défaire de l'image de raciste haïssant les musulmans dont le Système s'emploie à l'encoller ⁽¹⁾, il pourrait bien devenir, du jour au lendemain, le favori de la course. Mais en approchant de trop près le soleil, le très icarien « Z » entrerait alors dans « la zone des balles dans la tête ». Celle qui lui a été promise précocement alors qu'il montait en flèche, le 21 novembre 2021 par le très systémique Jean-Christophe Lagarde, après les affiches « d'extrême gauche » placardées à Nantes fin octobre. Sans doute vaudrait-il mieux pour la santé d'Éric Zemmour que l'Élysée lui reste à tout jamais inaccessible... En attendant, pour prendre la mesure du phénomène Zemmour et comprendre la nature exacte des dangers qui pourraient guetter l'intéressé si la victoire se profilait à l'horizon, il faut élargir le champ. Il faut remonter aux origines de la Ve République sous la houlette de Charles de Gaulle, et à tout ce qui en a découlé. Un petit panorama historique pour mettre en perspective les dangers qui pourraient peser sur l'auteur de *La France n'a pas dit son dernier mot*, si d'aventure le pouvoir suprême était à portée de sa main...

Éric Zemmour met l'identité française au cœur de son programme. C'en est même la colonne vertébrale.

[Voir aussi :

Ce que ZEMMOUR ne VEUT PAS que vous SACHIEZ !

Éric Zemmour : le vrai candidat de l'immigration

Philippe de Villiers dénonce l'apartheid vaccinal, alors que son ami Zemmour est favorable à la vaccination

Frédéric Delavier: « Analysons le programme de Zemmour »

Zemmour et le christianisme

Zemmour et sa vision du monde périmée

Zemmour et la "révolution de couleur" ?

Zemmour : « Je suis vacciné, j'ai le pass et ça ne me dérange pas »

Lettre ouverte à Éric Zemmour

et plus favorablement :

les articles de Lucien Samir Oulahbib sur Zemmour

dont :
Les anti-Zemmour se déchaînent]

À raison, on crédite Éric Zemmour d'être un bon connaisseur de l'histoire de France. Mais il fait défaut au même Éric Zemmour, comme du reste à tous les autres candidats de la présidentielle, une connaissance profonde de l'histoire franco-africaine, ou de l'histoire coloniale, en particulier de ses dénouements.

Connaître l'histoire permet de comprendre le présent pour mieux envisager l'avenir. Or l'histoire de France a ceci de particulier qu'un de ses pans les plus récents est enfoui.

Un regard objectif sur l'histoire des IV^e et V^e Républiques permet de comprendre qu'en termes de droit, les Africains et les Algériens sont des Français déçus, qui le furent dans des conditions extrêmement discutables ⁽²⁾. Il en reste que certains d'entre eux, beaucoup plus qu'on ne pourrait le croire, même lorsqu'ils ne sont pas français, sont encore des Français dans l'âme.

Ajoutons que nombre d'Africains et de Maghrébins qui n'ont jamais mis les pieds en France mériteraient bien davantage le titre de Français que nombre de Français, en particulier dans nos banlieues désintégrées. Les premiers vous parlent de la France avec des étoiles dans les yeux, de la passion dans la voix et de la chaleur dans le cœur. Les autres entendent la mettre à genoux, la faire payer et parfois y mettre le feu.

Il y aurait beaucoup à dire sur le mécanisme qui nous a conduits à cette étrange autant que périlleuse situation...

Deux certaines idées de la France

D'une part, une France encore aimée en Afrique, en particulier chez les plus vieux qui ne cachent pas regretter la présence française ; mais aussi chez les plus jeunes qui rêvent, pour une grande partie d'entre eux, de vivre en France, et pas nécessairement pour lui faire rendre gorge. Jusqu'à parfois payer très cher et même risquer leur vie pour y parvenir.

D'autre part, une France haïe dans ses banlieues peuplées, en grande partie, de Français déçus, maghrébins et subsahariens finalement réintégrés dans la nationalité par le biais de l'immigration légale ou illégale. Trop souvent, leurs enfants détestent la France, abreuvés de rancœur et de haine moins par leurs parents que par la classe politique, l'école, les médias, les coteries subventionnées et leurs porte-voix mis en vedette. Depuis des décennies, la propagande officielle entretient ainsi des centaines de milliers, des millions d'enfants, des générations d'adolescents et bientôt d'adultes dans l'idée que la France est un pays criminel, tout particulièrement à l'égard de l'Afrique et de l'Algérie. Un pays vil pour un peuple rance chez qui la discrimination, la stigmatisation, le racisme, l'antisémitisme sont partout,

et de longue date. Tout ceci est en grande partie voire complètement faux, mais avec ce bourrage de crâne incendiaire et littéralement anti-français devenu la règle sous la Ve République agonisante (Ve République qui est en fait la VIe), il peut sembler presque miraculeux que la jeunesse des banlieues ne haïsse pas la France et les Français encore davantage. Et que le pays ne soit pas déjà en guerre civile, mais seulement dans ses prémices forcément sanglantes.

De tous les candidats, l'auteur du *Suicide français* est à l'évidence le mieux doté pour mettre un terme à cette situation.

D'abord par sa conscience ardente du danger qu'il dénonce, de longue date, avec une véhémence qui lui est souvent reprochée. Ensuite par sa sincérité et sa détermination à appliquer son programme, sincérité et détermination dont personne ne doute. Grosse différence avec la plupart de ses rivaux et, si l'on ose dire, avec la totalité de ses « prédécesseurs » à la tête de l'État..

Ensuite par ses propositions dont la plupart sont simplement frappées au coin du bon sens ou, mieux encore, de la Loi. Laquelle se trouve peu ou pas appliquée actuellement et depuis longtemps. Sincérité et détermination, là encore, jouent à plein.

Outre cette vocation du programme de *Reconquête !* à restaurer tout bêtement l'esprit et l'ordre républicains, l'amour de la France chevillé au corps de Zemmour paraît la meilleure garantie pour que prenne fin, en même temps que ce délitement généralisé, le dénigrement délétère cité plus haut, cette propagande permanente contre le Pays et son peuple, dont les conséquences sont profondes et graves, non seulement pour la jeunesse des banlieues, mais bien au-delà.

Gaullien, trop gaullien

Reste que pour avoir échangé assez amplement avec lui sur ces sujets, je sais qu'Éric Zemmour n'a pas encore connu son chemin de Damas. Il n'a pas encore intégré la dimension africaine, pourtant évidente, de la France. Cette dimension africaine devrait sauter aux yeux de celui qui se définit comme un Berbère d'Algérie. Mais c'est que l'indigène nord-africain Zemmour est tellement assimilé qu'il se fait une idée strictement gaullienne de la France. Une France essentiellement réduite à la Métropole (certains diraient à l'Hexagone), avec ses « poussières » ultramarines, selon le mot du Général. Suivant une vision gaullienne résumée dans une citation désormais fameuse :

« C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne. ».

Cette vision scandalise, on le sait, en particulier à gauche. Or elle ne devrait guère choquer puisque, après tout, c'est la France telle que définie par Charles de Gaulle, fondateur du régime, et scellée, excusez du peu, par l'abandon des provinces d'Afrique subsaharienne et des départements d'Algérie. Soit environ 95 % du territoire et la moitié de la population...

Cette vision de la France qui fonda la France actuelle, s'illustre dans la réalité de notre pays : la France est bel et bien réduite à la métropole et son petit outre-mer, qui nous confère un espace maritime encore gigantesque. Tandis que l'Afrique Occidentale Française (AOF), l'Afrique Équatoriale Française (AEF) et l'Algérie, dont les populations ne répondaient pas assez à la définition gaullienne, ne sont plus françaises.

Le grand artisan du démantèlement franco-africain, Charles de Gaulle, fait consensus : toute la classe politique, de l'extrême gauche à l'extrême droite, trouve excellent que de Gaulle ait accordé (en réalité imposé, mais cette réalité est gommée par tous) l'indépendance aux territoires d'Afrique et à l'Algérie. Dans ces conditions, il est piquant que les mêmes s'offusquent, en même temps, qu'Éric Zemmour s'en tienne à une vision gaullienne de la France et de son identité.

D'autant qu'en l'an 2022, l'ampleur de la menace civilisationnelle qui pèse sur ce qu'il reste de la France et du peuple français provoque naturellement chez ce dernier un réflexe de légitime défense. La France n'étant plus en expansion, la France s'étant rétrécie, elle subit, quoique diversement, l'expansion des autres, que cette expansion soit anglo-saxonne, arabo-musulmane, subsaharienne, etc. Et ce sentiment d'être menacé de Grand Remplacement, en réalité plus exactement de Disparition, se traduit en réaction, presque mécaniquement, par une poussée, un renouveau identitaire. Dans les années 1930, tandis que l'homme noir se voyait violemment nié dans son humanité aussi bien outre-Atlantique qu'outre-Rhin, et que le colonialisme oblitérait encore dans la colonisation l'égalité et l'Universel pourtant promis, la Négritude se leva à Paris ⁽³⁾. Suivant un schéma analogue, face à qui veut la nier, la détruire, la dissoudre ou la volatiliser, l'identité française se réaffirme aujourd'hui comme elle ne l'a pas fait depuis longtemps, et se met en position de combat. En espérant que ce réflexe de survie ne la conduise pas à se nier elle-même ou à renier des parts entières d'elle-même, confondues avec l'étranger. Par excès d'anticorps, par emballement immunitaire, pourrait-on dire en ces temps covidien. C'est sans doute là l'un des principaux écueils qui pourrait guetter une France zemmourienne...

La mémoire franco-africaine, plus généralement la mémoire de l'Empire, la mémoire ultramarine dans ses dimensions les plus héroïques et les plus prodigieuses, les plus admirables, les plus fraternelles et émancipatrices, pourrait en être, dans ce cas, l'un des meilleurs médicaments. D'autres auraient dit contrepoisons...

La prophétie de la chute

Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, le maréchal Juin prophétisa :

« Que les Français en grande majorité aient, par référendum, confirmé, approuvé l'abandon de l'Algérie, ce morceau de la France, trahie et livrée à l'ennemi ; qu'ils aient été ainsi complices du pillage, de la ruine et du massacre des Français d'Algérie, de leurs familles, de nos frères musulmans, de nos anciens soldats qui avaient une confiance totale en nous et ont été torturés, égorgés, dans des conditions abominables, sans que rien n'ait été fait pour les protéger : cela je ne le pardonnerai jamais à mes compatriotes. La France est en état de péché mortel. Elle connaîtra un jour le châtement. »

Les anciens départements et territoires français d'Afrique ont eu depuis longtemps leur lot de malheurs et de dévastations. Au tour de l'ancienne métropole de connaître le sien.

Il est une évidence : dans une unité franco-africaine maintenue telle que la désiraient l'écrasante majorité des « indigènes de l'Empire » ⁽⁴⁾, l'Afrique et l'Algérie développées à la française n'auraient connu ni l'extrême misère, ni l'extrême dénuement social et sanitaire, ni la tyrannie, ni l'explosion démographique, ni l'émigration de masse vers l'ancienne Mère-Patrie. La France métropolitaine serait restée civilisationnellement ce qu'elle avait toujours été, à savoir un pays européen, ou plutôt la province européenne d'un vaste ensemble franco-africain. Au lieu d'une immigration de masse et de pauvreté, elle aurait reçu une immigration modérée et d'excellence d'autant plus immédiatement assimilée qu'il se fût agi, de fait, de Français d'Afrique arrivant en Métropole.

On voit que le monde que je dépeins a été assassiné.

Comme beaucoup de Français, comme tous les autres candidats à l'élection présidentielle, Éric Zemmour a parfaitement intégré (ou assimilé...) l'idée de cette France dont l'essentiel de l'outre-mer ne fait plus partie, très officiellement, depuis 1958-1962. Et il en tire les conséquences, en s'en tenant à la définition de la France qui fonda le régime.

Or justement, soixante ans après le dynamitage cataclysmique de la Plus Grande France par Charles de Gaulle ⁽⁵⁾, que reste-t-il au juste de la France ? Comme l'avaient prévu Paul Rivet ⁽⁶⁾, Claude Lévi-Strauss ⁽⁷⁾, Jacques Soustelle ⁽⁸⁾, Germaine Tillion ⁽⁹⁾, Pierre Gaxotte ⁽¹⁰⁾, le Maréchal Juin et bien d'autres, il n'en reste évidemment plus grand-chose. Il en reste un État totalement dévoyé et corrompu, à la tête d'un pays-moignon submergé par son ancien empire et finalement par le reste du monde. Avec la complicité de ce même État devenu une sorte de Tartuffe de l'antiracisme, en complète rupture avec le bréviaire gaullien dont l'auteur est néanmoins perpétuellement glorifié. Mais c'est que nos chères élites de naguère, parfaitement au

courant de la grande lessive que fut le largage des Africains et des Algériens, n'ont eu de cesse, après la mort du Vieux, depuis la loi Pleven-Chaban-Pompidou, jusqu'à Chirac et ses arts premiers en passant par Mitterrand et son SOS Racisme, Giscard et Bokassa, tous fins connaisseurs du Dossier, de chercher à se racheter une bonne conscience, pour eux comme pour le régime, la France et les Français dans le rôle des boucs émissaires. Et cette imposture tourne et ratourne depuis des décennies, depuis un demi-siècle. À ceci près que nos politiciens d'aujourd'hui continuent de « jouer le jeu » en ignorant l'origine de la règle...

Sans surprise, en l'an de grâce 2022, la France amputée de son outre-mer, mais submergée par lui, subit depuis des lustres les ravages d'une idéologie mensongère et hypocrite, antiracisme de comédie couplé à une politique relevant de la haute trahison. Une trahison qui touche à son acmé avec le règne de Macron le Dévastateur, entre ruine de l'État, ruine de ses régimes sociaux, ruine de l'économie, martyre de la population, en particulier de la jeunesse et de l'enfance. Dans le cadre de l'opération Covid-19. Après le carnage des Gilets Jaunes.

Au commencement du régime, en liaison avec les États-Unis, Charles de Gaulle démantela la Plus Grande France ; à la fin du régime, en liaison avec les États-Unis, Emmanuel Macron démantela la France tout court, ou ce qu'il en restait.

Pour accomplir ses vastes méfaits, Macron a bénéficié d'une large complicité. Il ne s'agit pas de se débarrasser d'un homme : c'est tout un Système qu'il faut renverser.

Depuis deux ans, sous prétexte sanitaire, se trame contre la France un gigantesque complot dont Macron est le premier exécutant, dans le cadre d'un plan plus vaste qui embrasse une grande partie de l'Occident et de ses satellites. Observons tout de même qu'au cœur d'une Union Européenne dont l'exécutif est complètement gangrené par la corruption et dont les populations sont soumises aux ravages économiques et sociaux de la vraie-fausse crise sanitaire, parmi tous ces pays, la France est certainement l'un de ceux qui sortira à la fin le plus essoré, le plus esquiné à tout point de vue.

Telle est l'escroquerie du Covid-19 : une opération de destruction et de ruine qui trouve son couronnement dans l'instauration d'un « passe » prétendument « vaccinal », en réalité hautement liberticide, ouvrant la voie de toute évidence, et quoique cela ne soit jamais reconnu par le pouvoir et rarement envisagé par les médias, à une société de contrôle à la chinoise.

Tel est, aussi, l'enjeu de la présidentielle.

Pour les Français, mais également pour le Système qui conduit ce vertigineux complot contre le peuple.

L'homme qui valait mille milliards

Si Éric Zemmour était élu, comment traiterai-ils ceux qui ont livré la France aux chiens ?

S'il est vraiment le républicain qu'il prétend être, le président Zemmour pourra-t-il empêcher les médias redevenus libres et la justice enfin débridée d'enquêter sur la gigantesque escroquerie du Covid-19, et d'ouvrir ainsi les yeux des Français sur l'ampleur des crimes, des mensonges et des trahisons de Macron et de ses complices, Véran, Salomon, Castex et consorts ? Au bout du dévoilement, le président Zemmour pourra-t-il fermer les yeux et refuser au peuple les procès exemplaires de ces curieux personnages ?

Autre défi, nettement plus périlleux sans doute (quoique...), car ici les enjeux financiers sont colossaux puisqu'ils se chiffrent en centaines, en milliers de milliards d'euros cumulés : Éric Zemmour pourrait-il tolérer la poursuite du pillage du Pays, à commencer par celui de la Sécu au profit de Big Pharma, notamment des groupes états-uniens comme Pfizer, Moderna ou Gilead ? À l'évidence, pour ces géants pharmaceutiques comme pour bien d'autres, dont les monstres financiers auxquels ils sont adossés, BlackRock et Vanguard en tête, grands amis de Macron, le manque à gagner serait astronomique.

Sous cet angle comme sous bien d'autres, s'il devait faire mentir les sondages officiels et apparaître comme le vainqueur potentiel de l'élection présidentielle, Zemmour serait alors « l'homme qui valait mille milliards » et sans doute davantage. Le voleur de la poule aux œufs d'or...

Encore plus grave peut-être, si c'est possible, en affranchissant la France de la tutelle états-unienne, en rétablissant avec la Russie des rapports cordiaux, Zemmour provoquerait un renversement d'alliance historique, un séisme géostratégique tectonique pour Washington et Langley, et plus généralement pour Albion.

Cerise sur le gâteau, mais une cerise en forme de bombe atomique, Zemmour étant de tous les candidats le seul ⁽¹¹⁾ qui, dès mars 2020, s'est prononcé contre le confinement général et plus récemment contre le passe prétendument vaccinal, il est le plus crédible pour mettre un terme à la machination covidienne. Adieu traçage de masse, adieu perspectives ténébreuses ! Ce beau complot contre le peuple coordonné à l'échelle internationale par la clique de Davos et leurs amis les Ploutocrates, mis d'un coup à terre par un petit juif berbère plus ou moins illuminé se prenant pour Napoléon...

Inutile de dire que pareil cas de figure, pareil saugrenu scénario, le Système y songe et y songe encore...

Une chose est sûre : tout devra être mis en œuvre pour éliminer Zemmour. Quelle que soit la puissance de ses appuis : dans l'Armée, dans la police, dans la gendarmerie, dans les médias, dans le peuple. Et même parmi les milliardaires patriotes, au premier rang desquels le mystique Vincent

Bolloré.

Si le dénigrement échoue (fascisme, nazisme, racisme, antisémitisme, pétainisme, révisionnisme, misogynie, mépris pour les handicapés, vie privée, haine des musulmans ⁽¹⁾, etc.), si la manipulation des sondages officiels ne suffit pas, autrement dit si les Français s'obstinent à vouloir élire Zemmour, quelle option restera-t-il au Système ?

S'incliner comme un bon garçon devant le choix de cette France domestiquée depuis des décennies, et s'en laisser buter, façon Jeanne d'Arc ou façon Poutine ?

Pan !

Alexandre Gerbi

[Voir aussi :
L'immigration
Note sur la mort des nations et des civilisations
Note sur l'effondrement des civilisations
France, relève-toi !
La France revivra-t-elle?
La clef de la libération
L'âme d'une nation
La fin des partis politiques
L'asservissement des peuples par le contrôle des ressources
Note sur l'antisémitisme et sur le racisme en général
Note sur les mouvements humains et la sagesse du Tao]

Notes

(1) Éric Zemmour n'est pas raciste, c'est une plate évidence. Il faut d'ailleurs être assez peu français pour l'être. Ernest Renan, dont Zemmour aime à citer le célèbre discours *Qu'est-ce qu'une nation ?*, expliquait :

« Je me résume, Messieurs. L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes. Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation. Tant que cette conscience morale prouve sa force par les sacrifices qu'exige l'abdication de l'individu au profit d'une communauté, elle est légitime, elle a le droit d'exister. Si des doutes s'élèvent sur ses frontières, consultez les populations disputées. Elles ont bien le droit d'avoir un avis dans la question. Voilà qui fera sourire les

transcendants de la politique, ces infaillibles qui passent leur vie à se tromper et qui, du haut de leurs principes supérieurs, prennent en pitié notre terre à terre. "Consulter les populations, fi donc ! Quelle naïveté ! Voilà bien ces chétives idées françaises qui prétendent remplacer la diplomatie et la guerre par des moyens d'une simplicité enfantine". Attendons, Messieurs ; laissons passer le règne des transcendants ; sachons subir le dédain des forts. Peut-être, après bien des tâtonnements infructueux, reviendra-t-on à nos modestes solutions empiriques. Le moyen d'avoir raison dans l'avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé. »

Au passage, relevons que c'est précisément ce que ne fit pas de Gaulle, qui ne consulta pas les populations d'Afrique au moment de savoir si elles voulaient ou non être indépendantes, et partant cesser d'être, peu ou prou, françaises. Voir ci-après, note 2, *L'effarante loi 60-525*.

Concernant plus précisément les Français musulmans, Éric Zemmour a déclaré, par exemple, à Chavagneux, le 5 novembre 2021 :

« Je dis toujours, j'explique toujours que je ne fais pas de distinction entre l'islam et l'islamisme. En revanche, je fais [une distinction] entre l'islam et les musulmans. Il y a, évidemment, des musulmans qui veulent vivre à la française, qui veulent s'approprier l'histoire de France, qui veulent s'approprier cette culture française absolument magnifique, comme beaucoup d'immigrés l'ont fait avant eux. Et à ceux-là je dis : bienvenue, et soyez nos frères et nos compatriotes. »

Lors de son grand meeting de début de campagne, le 5 décembre 2021 à Villepinte (Seine-Saint-Denis), il a précisé :

« Notre existence en tant que peuple français n'est pas négociable. Notre survie en tant que nation française n'est pas soumise au bon vouloir des traités ou des juges européens. Reprenons notre destin en main. Je veux maintenant parler à ceux qui sont français. Oui, je fais une distinction entre qui est français et qui ne l'est pas. Non, je ne renverrai pas certains Français. Oui, je tends la main aux musulmans qui veulent devenir nos frères. Beaucoup le sont déjà. (Acclamations) Pour tous ceux qui veulent être français et qui montrent au quotidien leur attachement à la France, pour tous ceux qui ne sont pas venus en France pour la générosité de son modèle social, par habitude ou par dépit, pour tous ceux dont, comme moi, les ancêtres viennent d'ailleurs, mais qui veulent que le futur de leurs enfants s'écrive ici : à tous ceux-là, je propose l'assimilation. (Acclamations. La foule scande : "Vive la France !") L'assimilation est le plus beau cadeau que la France puisse vous offrir. Faire partie de son immense histoire. C'est le plus beau cadeau que la France m'ait offert. Imaginez : devenir le compatriote de Montaigne, de

Pascal, de Chateaubriand, de Balzac. (Applaudissements) Le choix de l'assimilation est un choix, certes, exigeant. Car désormais, il faut dire "nous" en parlant d'un passé où nos ancêtres n'étaient pas. C'est l'effort que mes grands-parents et que mes parents ont fait. Oui, l'assimilation est exigeante, mais seule elle nous permettra de retrouver la paix et la fraternité. (Applaudissements) Oui, l'assimilation est exigeante, mais pourquoi exempter les Algériens, les Maliens ou les Turcs des efforts consentis, autrefois, par les Espagnols, les Polonais ou les Italiens ? (Applaudissements) Pourquoi donc les musulmans seraient-ils incapables de faire ce travail de séparation du spirituel et du temporel qu'ont fait avant eux les juifs et les chrétiens ? (Applaudissements) Oui, nous tendons la main aux Français de confession musulmane qui veulent devenir nos frères. Il y en a, et notre main est ferme et sans compromissions : si vous faites de la France votre mère, et de chaque Français votre frère, vous êtes nos compatriotes ! (Grandes acclamations) .»

Les puissants acclamations et applaudissements qui répondirent à cette tirade d'Éric Zemmour suffirent à démontrer que le procès en racisme fait à ses soutiens est globalement mensonger.

(2) Concernant l'Afrique subsaharienne, voir par exemple l'effarante loi 60-525. Touchant à l'Algérie, lire par exemple L'Hymen républicain recousu.

(3) Se rappelant le Paris de l'entre-deux-guerres, capitale de la Négritude, Léopold Sédar Senghor écrivait :

« Les nègres de tous les pays du monde, dont Paris est la capitale par excellence, parce que la ville blanche la plus fraternelle. »

in Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache, Puf, 1948, p. 5.

(4) Les indigènes furent déclarés citoyens français dans la Constitution de 1946. L'« Empire » devint l'« Union française ». La Constitution de la IVe République (1946), après avoir énoncé dans son préambule que :

« Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion, ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République »

et que :

« *La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion* »,

déclarait dans son article 80 :

« *Tous les ressortissants des territoires d'outre-mer ont la qualité de citoyen, au même titre que les nationaux français de la métropole ou des territoires d'outre-mer* »,

mais ajoutait aussitôt :

« *Des lois particulières établiront les conditions dans lesquelles ils exercent leurs droits de citoyens* ».

Les citoyens de l'Union française étaient donc égaux, mais certains étaient, pour reprendre la formule de Coluche, « *moins égaux* » que d'autres...

(5) Déjà bien entamé par ses prédécesseurs de la IV^e République, avec les indépendances notamment de l'Indochine (1954), de la Tunisie et du Maroc (1956).

(6) Paul Rivet (1876-1958), l'un des plus grands ethnologues de sa génération, n'eut pas le bonheur de vivre les événements de Mai 1958, puisqu'il mourut le 21 mars de la même année. Dans une tribune « testament » publiée dans *Le Monde* daté du 1^{er} février 1957, il expliquait :

« *Notre génération a cru que l'indépendance était un remède à tous les maux, une panacée contre les injustices et les misères humaines... L'indépendance ne sera une réalité que le jour où les affligeantes inégalités entre les hommes, tant au point de vue culturel qu'au point de vue économique, auront été largement atténuées. Je viens d'accomplir un tour du monde... J'ai vu d'immenses villes où des êtres humains naissent, vivent et meurent dans la rue... Partout la misère matérielle s'associe à la misère intellectuelle. La Bolivie compte 70 % d'analphabètes, les Indes 88 %. Les pays où vivent ces hommes sont indépendants, mais eux, ils ne sont pas et ne peuvent être libres... Ces populations déshéritées, qui parviennent à l'indépendance, sont menacées de sombrer dans le désordre et l'anarchie et de ce fait exposées à subir la dictature d'un homme ou d'une minorité. Toute l'histoire des cinquante dernières années démontre à l'évidence cette troublante et cruelle vérité. Indépendantes, elles ignorent la vraie liberté. L'indépendance leur assure l'accès à de grandes organisations internationales où elles deviennent les égales des*

nations les plus développées, celles dont l'évolution a élevé au maximum le niveau économique et culturel... Les représentants de ces nouveaux États, bien que n'exprimant que l'opinion de leurs gouvernements et non pas de leurs peuples, n'en sont pas moins les plus diserts et les plus péremptoirs dans leurs jugements et leurs conceptions. En face de cette faconde et de cette assurance, les nations de l'Europe occidentale, qui pendant si longtemps on fait preuve d'un complexe de supériorité, se présentent maintenant avec une attitude de coupables. On croirait qu'elles cherchent à se faire pardonner la supériorité sociale et économique que l'ancienneté de leur civilisation et un concours de circonstances historiques favorables leur ont assurée. En butte à des attaques parfois justes, souvent exagérées, toujours violentes, elles négligent le rôle de guide que l'expérience leur impose. »

Cité par François Méjan in *Le Vatican contre la France d'outre-mer ?*, Librairie Fischbacher, 1957, pp. 19-20.

(7) :

« Si, pourtant, une France de quarante huit millions d'habitants s'ouvrait largement sur la base de l'égalité des droits, pour admettre vingt-cinq millions de citoyens musulmans, même en grande proportion illettrés, elle n'entreprendrait pas une démarche plus audacieuse que celle à quoi l'Amérique dut de ne pas rester une petite province du monde anglo-saxon. Quand les citoyens de la Nouvelle-Angleterre décidèrent il y a un siècle d'autoriser l'immigration provenant des régions les plus arriérées de l'Europe et des couches sociales les plus déshéritées, et de se laisser submerger par cette vague, ils firent et gagnèrent un pari dont l'enjeu était aussi grave que celui que nous nous refusons de risquer. Le pourrions-nous jamais ? En s'ajoutant, deux forces régressives voient-elles leur direction s'inverser ? Nous sauverions-nous nous-mêmes, ou plutôt ne consacrerions-nous pas notre perte si, renforçant notre erreur de celle qui lui est symétrique, nous nous résignons à étriquer le patrimoine de l'Ancien Monde à ces dix ou quinze siècles d'appauvrissement spirituel dont sa moitié occidentale a été le théâtre et l'agent ? Ici, à Taxila, dans ces monastères bouddhistes que l'influence grecque a fait bourgeonner de statues, je suis confronté à cette chance fugitive qu'eut notre Ancien Monde de rester un ; la scission n'est pas encore accomplie. Un autre destin est possible (...) »

Claude Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques*, Plon, 1955, rééd. Pocket, 1984, pp. 486-487.

(8) :

“Déjà avant la guerre, ayant vécu pendant des années, comme ethnologue, au milieu des tribus indiennes du Mexique, j'avais pu suivre de près le

travail souvent admirable que les gouvernements issus de la Révolution réalisaient pour "incorporer" ou "intégrer" les communautés autochtones à l'État fédéral. À Paris, à la Sorbonne et au Musée de l'Homme dont j'assumai la direction à partir de 1937 (...), j'avais eu maintes fois l'occasion de discuter des problèmes de ce qu'on appelait encore les "colonies" ou l'"Empire" avec de jeunes Africains comme Léopold Sédar Senghor. Professeur à l'école coloniale, où j'étais chargé d'un cours de sociologie appliquée, je m'efforçais de faire porter la réflexion scientifique et l'acquis de l'ethnologie sur la solution pratique des problèmes que suscitaient les relations entre les populations autochtones et l'administration française. Militant anti-fasciste et antiraciste depuis mon adolescence, j'avais étudié les doctrines absurdes et malfaisantes qui, inoculées comme un virus de Berlin à Rome, se répandaient dans l'Afrique italienne sous le prétexte de la difesa della razza. Puis vint la guerre, (...) je fus conduit à sillonner en tous sens l'Afrique musulmane, le Sahara, les pays de savanes et de forêts. Convaincu que la colonisation sous sa forme ancienne appartenait à un passé révolu, discernant les influences et les ambitions étrangères qui visaient à démembrer l'ensemble français, je repoussais avec une énergie égale le statu quo, d'ailleurs impossible à maintenir, et la dislocation dont le double résultat serait inévitablement d'abaisser la France et de plonger les peuples d'outre-mer dans le chaos, la tyrannie et la misère." "J'entrevois (...) une phase ultérieure où, comme résultat de l'évolution économique, sociale ou intellectuelle, il serait possible de superposer à tous les pouvoirs locaux, y compris à celui de la métropole, un pouvoir vraiment fédéral. Quand j'exposais ces idées autour de moi, il n'était pas rare qu'on me demandât : "Mais alors le Président fédéral pourrait être un Noir ou un Arabe ?", à quoi je répondais invariablement : "Et pourquoi pas ?" "Beaucoup d'entre nous, sinon tous, pensaient alors à nos territoires d'outre-mer comme à "la grande chance du deuxième demi-siècle" pour la France et pour notre jeunesse. (...) Il nous semblait, à cette époque, que "pour transformer la vie des hommes et ancrer puissamment la France dans le sol du continent noir", en créant de nouvelles ressources, en produisant de l'énergie et aussi "en tenant compte intelligemment et respectueusement des sociétés autochtones, de leurs traditions, de leurs institutions", l'effort que la France aurait à fournir serait de nature à la transfigurer elle-même. Au lieu de s'enfermer dans son territoire européen, pusillanime et repliée sur elle-même dans la recherche d'un confort petit-bourgeois, elle puiserait en Afrique le goût des vastes espaces et des entreprises hardies. Deux ou trois générations de nos jeunes gens trouveraient là-bas l'occasion de faire du neuf, de construire, de créer. Bâtir l'Afrique française avec les autochtones, pour eux comme pour nous tous, dans la fédération des peuples d'outre-mer, tirer parti des expériences faites ailleurs, comme les missions culturelles du Mexique ou les kibboutzim d'Israël, n'était-ce pas une mission exaltante ? Dans cette perspective, assurer le salut de l'Afrique, c'était aussi pourvoir à celui de la France : exorciser le démon de la médiocrité, offrir à la jeunesse une grande et belle tâche. Des rêves ? Oui, c'étaient des rêves, comme ceux des pionniers qui ont fait la Californie, comme ceux des bandeirantes qui ont fait surgir le Brésil moderne de l'immensité sud-américaine (...). Ces rêves, il était à

notre portée de les réaliser : le sol et le sous-sol de l'Afrique française recèlent ce qu'il faut pour faire vivre les hommes et croître l'industrie. (...) Ce qui nous a manqué, c'est une volonté. Et l'État qui aurait dû incarner cette volonté a failli à sa mission : par faiblesse et instabilité avant 1958, plus tard par une tragique perversion qui l'a poussé à tout détruire. Comment s'étonner aujourd'hui si la jeunesse, à qui le régime n'offre rien, n'ouvre aucune perspective, ne promet que la morne continuation de ce qui est – si cette jeunesse se désespère et s'empporte comme elle l'a fait en mai [1968] ? Généreuse comme elle l'est, de quel cœur ne se serait-elle pas jetée dans la grande aventure de l'outre-mer ! Le régime, incarnation d'une France vieillotte dont l'horloge retarde d'un demi-siècle, ne le lui a pas permis." Jacques Soustelle, *Vingt-huit ans de gaullisme*, La Table ronde, 1969, pp. 285-286, p. 285 et pp. 287-288. Pierre Messmer a tardivement avoué la conviction fondamentale qui présida aux choix du général de Gaulle : « (...) c'est vrai que le Général ne désirait pas l'assimilation ou l'intégration, comme on disait à l'époque. Personne, d'ailleurs, n'en voulait. Compte tenu de la croissance démographique des Algériens, une telle solution aurait conduit à ce qu'un tiers des députés actuels au Palais Bourbon soient Algériens. Cela n'a rien de raciste, mais cette situation était inenvisageable. »

in *Marianne*, n° 341, novembre 2003, p. 27.

(9) Germaine Tillion, excellente connaissance de l'Algérie où elle séjourna longuement durant les années 1930, dans les Aurès, auprès des populations les plus déshéritées, travailla, comme membre du cabinet de Jacques Soustelle en 1955-1956, au projet de l'Intégration en Algérie. En 1957, elle notait avec sagacité :

« L'anti-esclavagisme a été l'alibi du colonialisme (il l'est encore parfois), et je me demande si l'anti-colonialisme n'est pas en train de devenir l'alibi de la clochardisation. »

in *L'Algérie en 1957*, Éditions de Minuit, 1957, p. 41.

Dans le même ouvrage, elle précisait :

« "Tout-ce-que-la-France-a-fait-en-Algérie" (des hôpitaux, des routes, des installations portuaires, de grandes villes, une petite industrie, le quart des écoles nécessaires) et "Tout-ce-que-la-France-n'a-pas-fait-en-Algérie" (les trois quarts des écoles nécessaires, d'autres industries, un plan agricole avec la réforme agraire et les techniciens qu'elle exige...) constituent, ensemble, une sorte de mélange détonant où nos méfaits et nos bienfaits se confondent avec une nocivité provisoirement équivalente et réciproquement renforcée. Et maintenant que le bien et le mal que nous avons faits s'additionnent pour constituer une des plus

redoutables machines infernales du globe, il faut bien avouer que le rêve d'une partie des Français serait de laisser l'Algérie et les Algériens se débrouiller en toute indépendance, dans leurs problèmes. Or, ces problèmes, nous avons entrepris de les résoudre et ils étaient désormais solubles, au prix d'un effort énorme, mais qui n'excède pas nos moyens. Sans nous, ils ne peuvent plus désormais être résolus, quoi qu'il arrive. »

Ibid., p. 79.

(10) « *La France a mal calculé ou l'on a mal calculé pour elle. En Afrique, elle avait l'espace. Elle s'est rétrécie à des dimensions qui suffisaient à la grandeur il y a un siècle ou deux, mais qui, à l'âge du Boeing et des fusées, la condamnent à un rôle de second ordre. Elle ne veut pas se l'avouer. Diminuée, rapetissée, ses horizons clos, elle rêve d'hégémonie européenne, d'arbitrage universel.* » Pierre Gaxotte, *Aujourd'hui, thèmes et variations*, Fayard, 1965, p. 11.

(11) Marine Le Pen, le 17 mars 2020, se « *réjouissait* » du confinement, estimait qu'il eût fallu le déclencher plus tôt, et reprochait au président Macron son manque de clarté. Notamment de ne pas avoir précisé si les Français avaient le droit ou non d'aller « *voir les voisins* »...

Quant à François Asselineau et Florian Philippot, ils fustigent eux aussi aujourd'hui, et c'est tant mieux, la politique gouvernementale. Ils se rappellent le caractère sacré de la Liberté. Il n'en a pas toujours été ainsi.

Florian Philippot, comme tous les autres politiciens français, a approuvé le confinement général, comme le montre cette vidéo diffusée le 20 mars 2020, à partir de la 5e minute.

[Extrait sur le confinement :]

Le 30 avril 2020, soit un mois et demi après le début du confinement général, la position de Florian Philippot n'avait pas changé. Citant le Maroc en exemple, il saluait ce pays d'avoir, plus rapidement que la France, imposé le confinement à sa population :

« Principe d'anticipation, d'efficacité. Eh oui : le premier cas de Coronavirus au Maroc date du 2 mars dernier. Eh bien figurez-vous que seulement 14 jours plus tard, le 16 mars, le Maroc ferme l'intégralité de ses écoles, de ses collèges, lycées et seulement 18 jours plus tard, il met en confinement général sa population. »

Quant à François Asselineau, il a lui aussi approuvé le confinement général commencé le 17 mars 2020. Et pour cause, puisque deux jours plus tôt, le 15 mars 2020, il avait vivement reproché à Macron de ne pas l'avoir encore

déclenché. Asselineau citait d'ailleurs en exemple la Chine, pays ayant confiné sa population plusieurs mois plus tôt, excellente mesure selon lui.

On peut le constater dès les premières minutes de cette vidéo :

Logique avec lui-même, le 28 mars 2020 (vidéo mise en ligne le 31 mars), François Asselineau approuvait sans réserve la décision du gouvernement, et enjoignait à ses auditeurs de s'y plier scrupuleusement, comme le montrent les premières minutes de cette vidéo :